

Lybie : en finir avec l'hypocrisie

L'enlèvement actuel et le statu quo ne sont pas viables. Il faut en finir avec cette hypocrisie de la vraie-fausse guerre

Ce ne devait être qu'une intervention courte et, bien sûr, efficace. En un mot, une promenade de santé pour les forces occidentales. Après la Tunisie et l'Égypte, où les gouvernements en place avaient été balayés, la révolution démocratique devait atteindre la Libye. Hier reçu en grandes pompes, le guide libyen ne pouvait désormais que partir, quitte à l'y inciter virilement, et laisser sa place.

Comme beaucoup de scénarios conçus en officine, celui-ci n'a pas fonctionné comme escompté. La Libye de Kadhafi résiste. On l'a oublié, en effet, la Libye est avant tout un pays clanique, où les tribus et les règles d'allégeance, souvent complexes, dictent leur loi. Ceci explique en partie que le "guide" bénéficie toujours d'appuis réels au sein de la population. Qui plus est, il aurait sans doute été utile de revisiter une Histoire qui nous enseigne que traditionnellement la Cyrénaïque, c'est-à-dire la région de Benghazi, et cela remonte à bien avant la prise de pouvoir par Kadhafi, s'oppose à la Tripolitaine où se concentre le pouvoir politique. Le résultat ? Un pays aujourd'hui, et peut-être durablement, coupé en deux. Avec le risque de voir ce pays jusque-là finalement stable devenir une zone de non-droit aux portes de l'Europe.

Là encore, il faut garder raison. La Libye n'est pas (encore) la Somalie. De plus, les zones ou régions de non-droit, ou au statut dérogatoire, pullulent aux marches méridionales et orientales de l'Europe, sans que cette dernière en soit déstabilisée pour autant. Il y a tout d'abord ces États lilliputiens, vestiges de l'Histoire, comme San Marino, le Liechtenstein, Monaco ou encore la très britannique Gibraltar, colonie semi-indépendante, qui offrent moult facilités bancaires occultes bien utiles à tous les trafiquants. Plus à l'est, il y a aussi ces États pro-russes sans reconnaissance internationale si ce n'est celle de Moscou, Abkhazie et Ossétie du Sud. Sans compter ces quasi-États mafieux, telles la Transnistrie, le Kosovo ou encore la république turque de Chypre nord, reconnus par une poignée seulement de pays et qui tirent leur subsistance de trafics en tous genres.

Si la Libye devait véritablement éclater, la situation serait peut-être plus problématique. Nous aurions d'un côté, un pays réduit autour de Tripoli aux mains d'un dictateur dont plus personne ne veut mais qui présentait au moins l'intérêt d'avoir joué le jeu de la lutte contre les flux migratoires incontrôlés ainsi que, et cela est important, celui de la lutte contre le terrorisme d'Al Qaida. Il est raisonnable de penser, s'il devait rester au pouvoir, qu'il ne se montrerait plus autant conciliant à l'avenir... De l'autre côté, nous avons un Conseil national de transition composé d'une multitude de tendances et de personnes d'horizons variés et qui serait chargé d'administrer toute la partie orientale du pays. Avec le risque de voir cette Cyrénaïque libérée finalement basculer, au moins pour partie, aux mains des islamistes. N'oublions pas, en effet, que c'est cette région qui a fourni son deuxième contingent à Al Qaida, après l'Arabie Saoudite. Et si les puissances occidentales sont si réticentes à armer les insurgés, c'est bien par que l'on sait qu'une partie des armements livrés se retrouverait bien rapidement aux mains des groupuscules armés d'AQMI.

L'enlèvement actuel et le statu quo ne sont pas viables. Il faut en finir avec cette hypocrisie de la vraie-fausse guerre De deux choses l'une. Soit Paris et Londres cessent leurs frappes, auquel cas Kadhafi reprendra le contrôle de l'ensemble du territoire – avec les exactions

auxquelles on peut s'attendre. Cette option semble difficile aujourd'hui. Soit l'intervention se fixe pour objectif tout à la fois de faire tomber Kadhafi et d'installer un régime qui soit véritablement pro-occidental, auquel cas l'intervention militaire devra changer de nature. Avec le risque d'enregistrer des pertes humaines conséquentes et de subir, parallèlement, des critiques internationales croissantes.

Pascal LOROT

Le nouvel Economiste – N°1563 – 21 Avril 2011